

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 8 janvier 2026

Dans le passé, chaque fois qu'un pays ou une puissance atteignit un niveau de développement économique supérieur, il revendiqua le droit d'imposer son pouvoir politique aux autres Etats environnant, puis du continent sur lequel il se trouvait, et enfin au monde entier. Il avait tendance à considérer que c'était un droit qui lui revenait, légitime ou inaliénable, quitte à exercer ce droit quasi divin en recourant à la force si nécessaire.

C'était indispensable pour maintenir son niveau économique ou renforcer son pouvoir économique, et garantir son hégémonie sur les autres nations. C'est le pays qui a atteint le plus haut niveau de développement économique qui doit imposer sa politique aux autres Etats, parce qu'il considère que le développement et la survie de l'économie mondial dépendent du mode de production qu'il incarne, ainsi que son hégémonie qu'il défendra les armes à la main s'il le faut.

On a là l'explication de la plupart des guerres qui ont eu lieu pour ne pas dire toutes depuis que les classes et l'Etat existent.

A côté, tous les discours sur le "*droit international*" ne pèse pas lourd ou semble fait pour embrouiller les esprits, afin que personne ne comprenne ce qui se passe réellement ou ne perçoive les réelles motivations qui ont commandé telle ou telle décision politique ou qui sont à l'origine des événements importants qui secouent la planète entière, de manière à ce que leurs auteurs puissent agir à leur guise en toute impunité ou sans que personne ne puisse s'y opposer ou ne s'y oppose vraiment.

Sachant que la totalité des Etats ou des gouvernements actuels ont adopté le capitalisme comme mode de production et de répartition des richesses ou qu'aucun n'entend le contester au profit du socialisme, il est finalement normal qu'aucun Etat ne s'oppose réellement aux Etats-Unis d'Amérique, puisque leur existence en dépend. D'ailleurs, quoiqu'en disent parfois bruyamment leurs dirigeants, tous ont fait allégeance à Washington ou aucun Etat n'a osé rompre ses relations avec les Etats-Unis.

Ici, on n'évoque pas d'hypothétiques facteurs existentiels, on s'en tient strictement aux faits matériels indiscutables ou vérifiables. Au lieu de chercher à embrouiller les esprits, on préfère clarifier la situation, afin qu'en connaissance de cause chacun puisse en tirer librement des conclusions, et au-delà ou en ce qui nous concerne, des enseignements et des conséquences politiques pratiques.

Ont-ils déjà oublié ?

Il y en a qui s'étonnent ou qui ont été choqués par l'agression du Venezuela par les Etats-Unis, ils ne devraient pas, ont-ils déjà oublié comment six ans auparavant en claquant des doigts ils avaient confiné la population mondiale, ont-ils déjà oublié comment ils ont rasé, aplati Gaza dont les cendres sont encore chaudes ? Ils ont assurément un grave problème politique ou honte à eux !

Cela montre bien qu'ils ne retiennent rien, qu'ils n'ont rien retenu des expériences qu'ils avaient vécues, leur niveau de maturité intellectuel ou de conscience politique est demeuré médiocre, en dessous de tout. Cela est dû en grande partie à l'éducation et à l'instruction qu'ils ont reçues, ainsi qu'à la compromission du mouvement ouvrier qui a failli à sa tâche ou trahi.

Cela signifie aussi, que le développement économique et le progrès social ne se traduit pas automatiquement par une élévation du niveau de conscience des masses, ce qui remet en cause la stratégie et la conception de la lutte de classe définie par les marxistes au XIXe siècle, qui de toute évidence ne sont plus adaptées au monde dans lequel nous vivons désormais ou à l'évolution des rapports entre les classes tels qu'ils se sont développés tout au long de la seconde moitié du XXe siècle, notamment avec la profusion de moyens de communication de plus en plus sophistiqués, qui permettent de formater les consciences en fonction des besoins de la classe dominante ou de les enchaîner plus solidement encore au capitalisme.

Comme je l'ai déjà signalé depuis le 3 janvier, les derniers événements survenus au Venezuela ont malheureusement confirmé l'analyse que je vous propose depuis des années et qui n'intéresse personne apparemment. Je sais qu'il y en a qui vont dire que c'est faux, parce qu'ils partageraient mes analyses. Je suis désolé, mais je ne suis pas d'accord avec eux, car si c'était le cas, ils se seraient manifestés et ils auraient rejoint le combat politique que je mène.

- Qui osera dire que les Etats-Unis est la pire dictature du monde, le pays où l'injustice sociale est abyssale, qui a agressé et envahi une multitude de pays dans le monde depuis 1945, ravagé ou détruit des pays entiers, réalisé des massacres de masse à l'aide de mercenaires barbares d'une cruauté sans nom, affamé des peuples entiers réduits à la misère noire, déclenché des guerres civiles tournant au génocide, entre autres crimes, voilà l'Etat avec lequel s'entendent et commercent la quasi-totalité des chefs d'Etat dans le monde, dont tous ceux de l'UE et des BRICS.

- A propos du Venezuela, les pages suivantes...

Lu.

«*Mon pouvoir est ma raison*» régit le nouveau désordre international, basé sur l'absence totale de règles.

Au moins, maintenant, les choses sont claires. Le droit international, c'est pour les nuls. Nous attaquons, bombardons, kidnappons, et peu importent les conséquences, parce que nous en avons le pouvoir. Il n'y a pas de limites...

Manipulation des consciences, il y en a dont c'est la vocation.

J-C – Il ne vous aura pas échappé que la guerre déclarée au Venezuela par les Américains se situe aussi sur le plan psychologique et médiatique. Outre le procédé de l'inversion accusatoire, ici, comme à Gaza les agresseurs hurlent à l'agression, le parrain de la drogue Rubio accuse Maduro de narco-terrorisme.

Ce qui est étonnant, c'est le nombre de gens qui s'en aperçoivent et qui l'oublient aussitôt.

Il existe bien d'autres méthodes de déstabilisation ou manipulation psychologique. Celle qui suit recourt à une forme de nihilisme.

Créer une dissonance cognitive

Lorsqu'un texte met l'accent sur une brève déclaration puis explique en détail pourquoi exactement le contraire est prévu et sera mis en œuvre, cela crée un état de tension pour le lecteur. « *Vous dites A, mais vous montrez B.* » « *Lequel des deux ?* » Les gens n'aiment pas les contradictions internes. Ils essaient donc de résoudre la dissonance, et c'est là que la tactique entre en jeu. Au final, beaucoup acceptent l'interprétation A, qui est la plus proche de la leur (le psychologue Alfred Adler parlait d'« *aperception biaisée* » : nous entendons et voyons ce que nous voulons entendre et voir, en fonction de notre propre projet de vie, même si cela ne correspond pas à la réalité) et ignorent émotionnellement les faits contraires qui ont été communiqués, les reléguant au second plan de leur mémoire et supprimant ainsi leur intuition initiale.

En incorporant délibérément des mini-déclarations contradictoires, on crée une sorte de cadre argumentatif. La description contradictoire détaillée qui suit et les événements qui se déroulent réellement sont réinterprétés intérieurement ou ignorés mentalement et émotionnellement. Le lecteur résout alors la dissonance en préférant l'explication la plus proche de ses espoirs, qui lui semble plus « *logique* ».

Une fois que quelqu'un a accepté l'interprétation proposée, la dissonance initiale renforce en fait son attachement à cette explication : ceux qui s'efforcent de comprendre la contradiction considèrent ensuite que la solution trouvée est particulièrement plausible. Il s'agit d'un effet psychologique bien connu. Plus vous investissez d'efforts cognitifs, plus vous croyez au résultat. Le doute est ainsi atténué.

Le lecteur est contraint de suivre un raisonnement qui, en fin de compte, le conduit plus facilement à l'interprétation souhaitée.

(Tiré de l'article en ligne : Stratégie de sécurité nationale – Habillage rhétorique et continuité stratégique (Partie I))

L'article le plus frauduleux et dégueulasse que j'ai eu l'occasion de lire sur le Venezuela.

J-C – C'est la CIA ou le cartel mondial de la drogue qui a caractérisé Maduro de « *narcotrafiquant* ». Monsieur Meyssan le sait, mais il s'en fout pour ne pas nuire à Trump.

De bon documentaliste qu'il était, monsieur Meyssan est devenu pire qu'un mauvais journaliste, un faussaire. Lisez, c'est révélateur et accablant parce qu'il est considéré par une grande partie des médias et réseaux-dits sociaux comme le meilleur géopoliticien.

Il se présente comme « *indépendant* » et « *anti-impérialiste* », alors qu'il témoigne du contraire. Son niveau de crédibilité est tombé à zéro.

Opération « *Absolute Resolve* »

L'enlèvement de Nicolás Maduro par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 6 janvier 2026

J-C – L'auteur de cet article prend fait et cause pour Trump dont il cultive le culte depuis des années.

TM - L'opération « *Détermination absolue* » n'est pas plus une invasion du Venezuela... C'est le jeu normal des puissances face à une menace existentielle.

TM - Washington avait le droit de faire stopper l'aide du Venezuela au Hezbollah, non pas parce qu'il n'apprécie pas la Résistance libanaise, mais parce que celle-ci impliquait la livraison de drogue aux États-Unis et, donc, menaçait leur sécurité.

TM - Cet enlèvement n'a pas forcément de rapport (...) avec le corolaire Roosevelt de la doctrine Monroe, ni avec la lutte pour le pétrole.

TM - Contrairement à ce que l'on dit, je ne pense pas que Maduro soit un « *cháviste* »...

J-C - Comment discréditer Maduro, un « *acteur* », on croyait que c'était Trump l'acteur...

TM - J'ai rencontré quantité de diplomates et de d'officiers qui me sont tous apparus comme très compétents et insatisfaits du président. (A propos de Maduro) j'ai eu l'impression de parler à un acteur, pas à un homme politique.

... jusqu'à nier sa nomination par Chavez pour assurer la poursuite de sa politique.

TM - Nicolás Maduro est un syndicaliste qui s'est battu aux côtés d'Hugo Chávez. Il est devenu président parce que les médecins cubains de Chávez ont assuré qu'il l'avait désigné comme successeur. Il était alors vice-président, représentant un courant de son parti. Il n'y a aucun témoin de cette scène. Mais les « *chávistes* » ne se sont pas permis de contester Cuba, la référence des révolutionnaires. Ils ont obéi et l'ont élu. [Lire la correction ci-dessous] Bien que n'étant pas une personnalité charismatique, il s'est montré efficace dans de nombreux domaines, y compris en matière de tactique de maintien de l'ordre.

Le scélérat va jusqu'à publier deux versions différentes au lieu de ne retenir que celle prouvant que Chavez l'avait bien désigné en personne et publiquement. Cela signifie que Meyssan a décidé délibérément de nuire à Maduro et au Venezuela.

Avant de lire "la correction", il en a remis une louche.

TM - Cabello est l'homme fort du chavisme. C'est lui qui aurait succédé à Hugo Chávez s'il n'y avait pas eu le témoignage de ses médecins cubains.

Cette "correction" viendra à la fin de l'article :

Correction :

Un de mes lecteurs vient de m'envoyer le lien d'une vidéo que j'ignorais. Le président Hugo Chávez a lui-même désigné son vice -président, Nicolás Maduro, non seulement pour assurer l'intérim en cas d'empêchement, mais aussi pour être élu à sa place.

Cf Chavez designó a Nicolás Maduro como sucesor

https://www.youtube.com/watch?v=T_gQwK9ORk8

Je l'ai visionné avec les sous-titres en français.

J-C - Maduro était incompetent, il cumulait toutes les tares le pauvre, selon Meyssan.

TM - Il a laissé les installations pétrolières en ruines et n'a rien fait pour les relever.

J-C - Maduro a fait du Venezuela un nouveau Las Vegas !

TM - Il a alors libéralisé l'économie et installé des casinos.

J-C - Meyssan traite Maduro de narco-trafiquant, Trump devrait l'appeler à témoigner.

TM - Le Venezuela est devenu "*sous sa présidence un repaire de trafiquants en tous genres*"...

TM - Le président Trump n'a pas envahi le Venezuela, mais en a extrait un narco-trafiquant,

J-C - Maduro était un dictateur, Trump lui a soufflé dans le cul, ce que Meyssan a apprécié particulièrement.

TM - Nicolás Maduro a instauré un régime policier

J-C - Maduro est un terroriste, mieux, un tortionnaire.

TM - Les années 2017-2019 ont été marquées par une répression brutale du terrorisme intérieur. Les forces de l'ordre ont pratiqué la torture, sans que l'on puisse savoir si c'était des initiatives personnelles ou une politique d'État.

J-C - Meyssan ne contredit pas Trump, lisez, c'est accablant pour cet imposteur.

TM - En 2020, sous la première présidence Trump, Nicolás Maduro a été inculpé aux États-Unis pour narco-terrorisme ; un paradoxe alors que le Venezuela de Chavez avait été déclaré par les Nations unies « *État libre de cultures de drogues* »

J-C - De quoi parle-t-il, même quand il ne sait rien, il faut qu'il la ramène.

TM - Nous ne savons pas grand-chose l'opération Absolute Resolve (Détermination absolue) des États-Unis. (En aparté. Son texte comporte plusieurs erreurs que je n'ai pas corrigées, ici répétition

« *ne ne* », à croire que Meyssan est isolé ou seul et il n'y a personne dans son entourage capable de relire et corriger ses articles. – J-C)

J-C - Quand on ne sait pas, on ferme sa gueule et on patiente en attendant d'en savoir plus.

TM - Les forces vénézuéliennes, quant à elles, n'ont opposé aucune résistance, laissant penser que l'armée était de connivence avec l'attaque états-unienne.

J-C - Vous vous êtes tous faits des illusions, sauf Meyssan, ce pauvre type joue sur les mots, minable !

TM - En aucun cas, il ne s'agissait d'une invasion du Venezuela, ni d'un changement de régime.

J-C - On ne conteste pas un abus de pouvoir, quand on ne sait faire qu'une chose : Baisser son froc ! Donc Trump a agi légalement. Au moins c'est clair. Il est fini Meyssan.

TM - La plupart des commentateurs assurent que les États-Unis ont violé le droit international. C'est un abus de langage.

J-C - Il conteste même la légitimité (électorale) de Maduro, c'est devenu le clone de Trump.

TM - en 2024. Cette élection a été très contestée, non sans raisons.

J-C - Le populiste dans toute sa splendeur, le point de vue basé sur un récit frauduleux vaut celui basé sur les faits, qu'on se le dise !

TM - Si d'un point de vue vénézuélien, les États-Unis ont enlevé leur président élu, d'un point de vue états-unien, Washington s'est contenté d'enlever un narco-trafiquant, qui plus est usurpateur de la présidence.

Il n'y a donc pas de violation du droit international, mais un conflit entre deux points de vue.

J-C - Pire encore dans l'abjection, si, si, c'est possible avec monsieur Meyssan,

TM - Les efforts du président Trump n'aboutiront donc à pas grand-chose, même s'il parviendra à assainir les relations politiques latino-américano-moyen-orientales.

J-C- Il semble s'en réjouir :

- Il n'en reste pas moins que cette opération est un camouflet pour le peuple vénézuélien et rendra difficile le redressement de ce pays.

Lu.

Contrairement à la fiction caligulesque selon laquelle « *c'est notre pétrole* », l'historien vénézuélien Miguel Tinker Salas a formellement démontré que le pays a nationalisé l'industrie pétrolière en 1976 :

«Elle était contrôlée par les Vénézuéliens. Elle était gérée par les Vénézuéliens». Les entreprises étrangères, y compris la «filiale la plus rentable» d'ExxonMobil, ont été entièrement indemnisées, «bien au-delà de ce qu'elles ont déjà extrait».

Parole d'internaute.

Pays bombardés après la seconde guerre mondiale par les États-Unis d'Amérique du nord,

Démocrates et Républicains à la tête de l'Empire.

- Indonésie (1958) - Républicain - Dwight D. Eisenhower
- Cuba (1959-1961) - Républicain - Dwight D. Eisenhower
- Guatemala (1960) - Républicain - Dwight D. Eisenhower
- Congo (1964) - Démocrate - Lyndon B. Johnson
- Laos (1964-1973) - Démocrate - Lyndon B. Johnson - Républicains - Richard Nixon
- Vietnam (1961-1973) - Démocrate - Lyndon B. Johnson - Républicains - Richard Nixon
- Cambodge (1969-1970) - Démocrate - Lyndon B. Johnson
- Guatemala (1967-1969) - Démocrate - Lyndon B. Johnson
- Grenade (1983) - Républicain - Ronald Reagan
- Liban et Syrie (1983, 1984) - Républicain - Ronald Reagan
- Libye (1986) - Républicain - Ronald Reagan
- Salvador (1980) - Républicain - Ronald Reagan
- Nicaragua (1980) - Républicain - George H. W. Bush
- Iran (1987) - Républicain - George H. W. Bush
- Panama (1989) - Républicain - George H. W. Bush
- Irak (1991) - Républicain - George H. W. Bush
- Koweït (1991) - Républicain - George H. W. Bush
- Somalie (1993) - Républicain - George H. W. Bush
- Bosnie (1994, 1995) - Démocrate - Bill Clinton

- Sudan (1998) - Démocrate - Bill Clinton
- Afghanistan (1998) - Démocrate - Bill Clinton
- Yugoslavia (1999) - Démocrate - Bill Clinton
- Yemen (2002) - Républicain - George W. Bush
- Iraq (1991-2003) - Républicain _ George H. W. Bush - Démocrate - Bill Clinton - Républicain
- Afghanistan (2001-2015) - Républicain - George W. Bush - Démocrate - Barack Obama
- Iraq (2003-2015) - Républicain - George H. W. Bush - Démocrate - Barack Obama - George W. Bush
- Pakistan (2007-2015) - Républicain - George W. Bush - Démocrate - Barack Obama
- Somalia (2007-2008, 2011) - Républicain - George W. Bush - Démocrate - Barack Obama
- Yemen (2009, 2011) - Démocrate - Barack Obama
- Libya (2011, 2015) - Démocrate - Barack Obama - Républicain - Donald Trump
- Syria (2014-2015) - Démocrate - Barack Obama
- Yemen (2025) __ Républicain __ Donald Trump
- Iran (2025) - Républicain - Donald Trump
- Venezuela (2026) - Républicain - Donald Trump

Liste publiée par la Chine en 2023 et complétée par mes soins.

Lu.

- Le prétexte initial était que le Venezuela était un État exportateur de "*narco-terrorisme*". Cette histoire sciemment frauduleuse ne méritait même pas que les agences de renseignement américaines et la DEA en rient. Dans le dernier rapport de la DEA, le Venezuela n'est mentionné que dans un seul paragraphe.

En fait, le Venezuela n'a même pas mérité une seule mention dans le rapport mondial des Nations unies sur les drogues de 2025, qui compte une centaine de pages, tout comme le propre rapport annuel d'évaluation des drogues de l'Union européenne.

Lu.

Cartel des Soleils : créé par la CIA, arme du ministère américain de la Justice

Dans l'acte d'accusation initial contre Maduro, le ministère américain de la Justice accusait explicitement Maduro de diriger un cartel de narcotrafiquants appelé «*Cartel des Soleils*», y faisant référence plus de 30 fois.

L'acte d'accusation révisé du ministère américain de la Justice contre Maduro, rendu public le 3 janvier, stipule qu'«*à partir de 1999 environ, le Venezuela est devenu le refuge des trafiquants de drogue prêts à payer pour obtenir la protection et le soutien de fonctionnaires civils et militaires vénézuéliens corrompus, qui opéraient hors de portée des forces de l'ordre et des forces armées colombiennes, soutenues par l'aide américaine dans la lutte contre le trafic de stupéfiants*».

Il poursuit : «*Les profits de cette activité illégale sont reversés à des fonctionnaires civils, militaires et des services de renseignement corrompus, qui opèrent dans le cadre d'un système de favoritisme dirigé par ceux qui se trouvent au sommet, appelé le Cartel de Los Soles ou Cartel des Soleils*».

Ce réseau informel de responsables militaires corrompus a en fait été mis en place par la CIA sous les gouvernements vénézuéliens pro-américains des années 1980 et 1990. Ce ne sont pas des journalistes d'investigation dissidents qui ont révélé cette vérité dérangeante aux Américains, mais le New York Times et Mike Wallace dans un reportage de «*60 Minutes*» diffusé en 1993.

Trois ans plus tôt, les douaniers américains de Miami avaient intercepté une cargaison d'une demi-tonne de cocaïne pure en provenance du Venezuela. Mais leurs supérieurs au sein du gouvernement américain leur ont rapidement fait savoir que ces cargaisons avaient été approuvées par Langley. Selon le Times, la CIA cherchait à permettre à la cocaïne «*d'entrer aux États-Unis sans être saisie, afin d'écarter tout soupçon. L'idée était de recueillir autant de renseignements que possible sur les membres des gangs de trafiquants de drogue*».

«*Il est vraiment scandaleux qu'une demi-tonne ait été importée, financée par l'argent des contribuables américains*», a déclaré Annabelle Grimm, alors attachée de la DEA au Venezuela, à l'émission 60 Minutes. «*C'est particulièrement révoltant*».

Pour organiser les expéditions depuis le Venezuela, la CIA a recruté des généraux de la Garde nationale vénézuélienne formés par les États-Unis. Comme les officiers de la Garde nationale portaient sur leur uniforme des écussons arborant le symbole d'un soleil, le réseau informel de trafic de drogue a été baptisé «*le Cartel des Soleils*».

Dans les années qui ont suivi la révélation des activités du cartel dirigé par la CIA dans les médias américains, celui-ci a disparu, pour renaître lorsque le gouvernement américain a commencé à traquer le général Carvajal, qui pourrait bientôt apparaître comme son témoin clé contre Maduro. Si la corruption est toujours présente dans l'armée vénézuélienne, il n'y a guère de preuves de l'existence d'un cartel des soleils dans ses rangs.

Comme l'a déclaré Phil Gunson, analyste basé à Caracas pour l'International Crisis Group, à CNN, «*le Cartel de los Soles, en tant que tel, n'existe pas. Il s'agit d'une expression journalistique créée pour désigner l'implication des autorités vénézuéliennes dans le trafic de drogue*».

Un ancien haut responsable américain a fait écho à Gunson, qualifiant le Cartel des Soleils de *«nom inventé pour désigner un groupe ad hoc de fonctionnaires vénézuéliens impliqués dans le trafic de drogue à travers le Venezuela. Il n'a ni la hiérarchie ni la structure de commandement et de contrôle d'un cartel traditionnel»*.

Le responsable a déclaré à CNN que la DEA (Drug Enforcement Administration) ou l'Agence de renseignement de la défense a fourni à Trump une évaluation *«purement politique»* du cartel afin de soutenir son offensive contre le Venezuela.

Les révélations obtenues par la défense lors du procès de Maduro et Flores risquent de mettre le gouvernement américain dans une situation très embarrassante en fournissant de nouvelles preuves d'un trafic de drogue impliquant la CIA. C'est peut-être la raison pour laquelle le ministère de la Justice a tempéré son discours sur le Cartel des Soleils, le qualifiant dans l'acte d'accusation du 3 janvier de simple *«réseau clientéliste»* plutôt que de syndicat criminel structuré, et ne le mentionnant que deux fois.

J-C – Un truc que je n'ai pas encore dit mais qui est très important.

Si Chavez était un militaire bénéficiant de l'autorité qui va avec, il en allait tout autrement de Maduro qui était un syndicaliste, donc, en principe avant de devenir le protégé de Chavez il tombait sous le coup des matraques de l'armée.

J'ignore si Chavez contrôlait tous les secteurs de l'armée vénézuélienne, rien ne dit que cela aurait été le cas de Maduro, et je ne crois pas qu'il possédait les compétences ou les expériences requises pour y parvenir. Si c'était le cas, on ne peut pas lui reprocher.

Le nouvel ordre mondial totalitaire serait l'étape finale ou le crépuscule du système économique basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

J-C - J'avais esquissé dans le passé les similarités qui existaient entre l'établissement d'un nouvel ordre mondial totalitaire voulu par Davos et la mise en place d'une monarchie absolue à l'échelle mondiale, en vain. C'est dommage car mon analyse précisait ainsi les contours à venir que prendrait l'orientation de la situation mondiale, qui devaient servir à définir notre stratégie pour pouvoir mener notre combat politique, et donc nous organiser.

Les centaines ou milliers de travailleurs et les militants qui un jour croisèrent mon courant politique, ne lui accordèrent pas un niveau de confiance suffisant pour créer un nouveau parti ouvrier socialiste révolutionnaire. Ils préférèrent rester isolés ou s'en remettre aux partis dits de gauche ou d'extrême gauche qui ont pignon sur rue, dont il n'y a absolument rien à attendre. A suivre.

Leçon vénézuélienne : le néocolonialisme est un retour vers la féodalité, mais globale - RT 7 janv. 2026

Les Européens se sont couchés devant la démonstration de force américaine, estimant que cela permettrait une *« transition démocratique »*, puisque, selon eux, Maduro n'était pas légitime. Les pays européens ne sont plus des sujets politiques et ils le démontrent chaque jour.

La Chine et la Russie sont les principales puissances à critiquer cet acte, car ce sont les principaux pays à revendiquer le droit des pays à la souveraineté. Dans un communiqué officiel, le ministère russe des Affaires étrangères rappelle le droit de chaque pays de déterminer sa politique et affirme que la Russie est prête à soutenir le Venezuela dans cette voie. Mais la nouvelle présidente par intérim en aura-t-elle la force et la volonté ? C'est une autre question...

J-C - Cette question est ambiguë ou peut prêter à confusion, pour y répondre brièvement je dirais que l'issue pour le Venezuela dépend de plusieurs facteurs, la situation telle qu'elle est ou les conditions qui sont imposées aux différents protagonistes et sur lesquelles ils possèdent une marge de manœuvre plus ou moins limitée, certaines leur sont imposées et ils doivent faire avec, par ailleurs, c'est la véritable nature des acteurs politiques qui participent à cette confrontation qui va déterminer leur comportement ou leurs décisions respectives. Sur ce plan, si tout le monde sait que Trump est un oligarque, personne ne sait exactement qui est Delcy Rodriguez ou qui dirige réellement le Venezuela, en cinq jours on a tout lu et son contraire.

En revanche, on connaissait bien Chavez et on croyait connaître Maduro. On savait que Chavez était issu de l'armée, qu'il avait assumé le pouvoir en s'appuyant sur une armée qui avait été mise en place par les régimes dictatoriaux qui l'avaient précédé, qu'elle lui ait juré fidélité, c'est une chose, mais à quoi au juste en est une autre bien plus importante pour ce qui nous concerne ici, car c'est d'elle que dépend précisément la réponse à notre question.

Au lieu de poser la question de savoir qui dirige réellement le Venezuela pour avoir une idée de ce qui l'attend, on ferait mieux de se demander pour quoi faire. Certainement pas pour instaurer le socialisme, non pas parce que les conditions objectives n'existeraient pas pour avancer dans cette voie, mais plutôt parce qu'aucun acteur politique n'a jamais incarné le socialisme, y compris Chavez, Maduro ou maintenant Delcy Rodriguez. Ceux qui ont cru le contraire, ce sont faits de graves illusions, ce que l'impérialisme américain n'est pas sans l'ignorer, et il compte bien en profiter pour diviser et instrumentaliser ses opposants ou les partisans du Venezuela sachant qu'ils ne sont pas plus socialiste que Trump, ce qui amène déjà un grand nombre d'entre eux à dénoncer Maduro comme un dictateur ou un narcotrafiquant. C'est là que l'on comprend, à quel point la nature ou la caractérisation politique des différents acteurs politiques au Venezuela est capitale pour comprendre la situation.

Karine Bechet - Ce recours à la force contre le droit est par ailleurs parfaitement assumé par l'administration américaine, dont le vice-président Miller déclarait à ce sujet à CNN : « *Vous pouvez parler autant que vous voulez de décence internationale, mais nous vivons dans le monde réel, qui est régi par la force et le pouvoir. Ce sont des lois inflexibles.* »

La force contre le droit ? Ce paradigme a toujours existé. L'humanité a vécu des périodes de non-droit, quand la force brute régissait les sociétés, engluées dans le chaos et noyées dans l'obscurité. Dans la peur, dans le sang. Mais l'humanité a connu aussi des périodes réglées, lumineuses, prospères. Des périodes de paix, où l'homme pouvait concentrer son énergie dans les arts, la science, dans le développement et non pas dans la destruction. Dans le beau.

J-C - Quelle contrevérité ! Voilà ce qui arrive lorsqu'on est lié à une idéologie inavouable. Madame Karine Bechet ignorerait-elle que le développement de la civilisation humaine est fait jusqu'à présent de sueur et de sang, de destructions, de massacres et de guerres ? Ignorerait-elle que certains en profitaient pendant que d'autres en pâtissaient ?

Karine Bechet - Il n'y a rien de magique en cela, c'est un choix à faire. Dans quelle société voulons-nous vivre ? Comment voulons-nous vivre ? Cela dépend de chacun d'entre nous. Notamment de

notre capacité à reprendre le contrôle des élites qui dirigent nos pays, ou à les laisser, comme nous le voyons en Occident, diriger nos pays contre nos intérêts, en nous utilisant ; en laissant nos élites dirigeantes vider nos pays de leurs ressources, pour servir et renforcer le véritable centre de gouvernance.

C'est cela, la colonisation. C'est bien ce néocolonialisme, global, qui a rongé nos pays. Et la Russie lance un signal d'alarme.

J-C - Elle a bien évoqué "*notre capacité à reprendre le contrôle des élites qui dirigent nos pays*", n'est-ce pas ? Les mots veulent dire quelque chose, reprendre signifie prendre à nouveau, ce qui signifie qu'il fut une époque où les élites dirigeaient "*nos pays*" et qu'il y avait tout lieu d'en être satisfait, on est bien d'accord, on a bien tous compris la même chose. Maintenant, quelle en est la signification politique ?

À l'entendre, on en oublierait presque, qu'il y a eu plus de 200 guerres dans le monde depuis 1945, des guerres impérialistes, coloniales, des génocides, etc. Voilà le monde qu'elle nous propose pour demain, celui d'hier qui lui allait si bien, il était merveilleux, quel cynisme !

À l'entendre, on croirait que le monde tel qu'il existe aujourd'hui en occident daterait d'hier, "vider" ou plutôt piller les ressources de l'Afrique, de l'Asie ou de l'Amérique du Sud serait un nouveau phénomène. Voilà à quelle stupidité on arrive quand on voue un culte au capitalisme. Pour le reste, je vous renvoie à l'analyse que j'ai développée plus haut.

Lu.

Le Venezuela ne peut aujourd'hui plus être examiné exclusivement sous le prisme du pétrole, le tableau est considérablement plus large et acquiert une dimension stratégique.

Selon l'Agence d'information sur l'énergie des États-Unis (EIA), le pays dispose d'environ 303 milliards de barils de pétrole, ce qui représente approximativement 17% des réserves mondiales. En outre, le Venezuela possède d'importantes ressources de gaz naturel, d'or et de minéraux d'importance critique, ce qui le place au centre de la rivalité mondiale des grandes puissances.

Une attention particulière est accordée au lithium et aux autres matériaux clés de la transition énergétique, qui font du Venezuela un acteur potentiellement important pas seulement à l'ère des hydrocarbures. Pour cette raison, le pays est de plus en plus considéré comme une nouvelle arène de compétition non seulement dans l'énergie, mais aussi dans les domaines de la technologie et de l'industrie.

Pour les États-Unis, le lithium représente un levier stratégique dans la confrontation commerciale et technologique avec la Chine. Ce métal est utilisé dans environ 90% des batteries pour véhicules électriques et joue également un rôle clé dans l'industrie de défense, les systèmes de stockage d'énergie et la production de haute technologie.

À ce jour, environ 60% des capacités mondiales de traitement du lithium sont contrôlées par la Chine, ce qui suscite de sérieuses préoccupations à Washington concernant la résilience des chaînes d'approvisionnement. Dans ce contexte, la politique de l'administration de Donald Trump visait à

renforcer simultanément le contrôle sur le lithium au Venezuela et à réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis de la Chine dans le domaine des ressources d'importance critique.

Les entreprises chinoises cherchaient activement ces dernières années des opportunités pour exploiter les ressources pétrolières et minérales du Venezuela. Les dernières mesures américaines visent notamment à limiter l'influence de Pékin dans la région.

Selon les estimations, les réserves mondiales de lithium s'élèvent à environ 30 millions de tonnes. Les leaders sont le Chili (9,3 millions de tonnes) et l'Argentine (4 millions de tonnes). Selon le Programme de développement des Nations unies, l'Amérique latine se distingue par le Triangulo del Litio (Bolivie – Argentine – Chili), qui concentre environ 60% des réserves mondiales de lithium.

En 2016, Nicolas Maduro a signé un décret créant l'Orinoco Mining Arc, un territoire d'une superficie d'environ 112 000 km², équivalant à 12% du territoire du pays, situé au sud du fleuve Orénoque. Ce territoire est considéré comme stratégiquement important pour l'extraction d'or, ainsi que de diamants, de coltan, de nickel et d'éléments de terres rares dans des conditions de prix internationaux favorables.

Le gouvernement du Venezuela affirme que la région minière de l'Orénoque contient plus de 8000 tonnes d'or, soit plus de 1000 milliards de dollars au prix de 4500 dollars l'once, ce qui place le Venezuela au rang des pays possédant les plus grandes réserves de ce minéral. Il est également question de la possibilité d'extraire jusqu'à 1 million de carats de diamants, 12 000 tonnes de nickel, 35 000 tonnes de coltan et d'importantes réserves de cuivre.

Les données précises sur les réserves de lithium n'ont pas encore été publiées conformément aux normes internationales, cependant la position géologique du Venezuela à proximité de la ceinture de lithium latino-américaine indique un potentiel élevé.

Spécial Venezuela.

Venezuela : María Corina Machado déclare vouloir partager le prix Nobel de la paix avec Donald Trump - Euronews 6 janvier 2026

Pourquoi le Venezuela n'a-t-il pas abattu les ravisseurs de Maduro en plein vol? Trois hypothèses - fr.sputniknews.africa 5 janvier 2026

Les médias mainstream attribuent le succès de l'opération d'enlèvement de Maduro aux armes, tactiques et à la planification sophistiquées de l'armée US. Mais il y a des explications plus plausibles, a déclaré à Sputnik Egor Lidovskoï, directeur du Centre culturel latino-américain Hugo Chavez de Saint-Petersbourg.

L'incompétence

«La première explication est l'incompétence des agences gouvernementales» et des personnes chargées de protéger Nicolas Maduro.

La trahison

Ce scénario aurait pu se réaliser si certains responsables vénézuéliens avaient accepté de pactiser avec les États-Unis pour livrer le président en échange de promesses de profits liés à l'extraction pétrolière.

«Nous n'avons aucune preuve qu'un membre du gouvernement ou de l'équipe de Maduro l'ait trahi. Par conséquent, je pense qu'il est erroné de formuler des accusations infondées par avance», a déclaré Lidovskoï.

«Il faut suivre de près la situation avant de tirer des conclusions quant à l'existence ou non d'un tel complot», selon lui.

Opération «Cheval de Troie»

Si cette hypothèse la plus troublante se confirmait, cela dissiperait les soupçons de trahison et d'incompétence et expliquerait *«de nombreuses incohérences»*, affirme Lidovskoï.

«L'idée principale de cette théorie est qu'une délégation américaine, accompagnée de gardes armés, se serait rendue à la résidence de Maduro pour discuter des paramètres d'un accord de paix lors d'un dîner, mener des pourparlers et trouver un terrain d'entente».

Cela expliquerait l'absence de tirs de la défense aérienne vénézuélienne sur les hélicoptères américains.

«Une fois à l'intérieur, des membres de forces spéciales se faisant passer pour des gardes du corps de la délégation auraient abattu tous les gardes de Maduro – qui n'y étaient pas préparés – et enlevé le président».

«Les bombardements des bases vénézuéliennes et des points stratégiques de défense aérienne n'auraient alors commencé qu'après un signal spécial, pour servir de paravent au retrait américain», d'après l'expert. fr.sputniknews.africa 5 janvier 2026

Parole d'internaute.

- Un général russe dénonce les mensonges de Trump sur l'intervention américaine au Venezuela :

Les systèmes de défense russes n'ont pas été détruits militairement, mais désactivés par une trahison interne et de la corruption.

Sans cela, les États-Unis n'auraient jamais pu poser le pied là-bas.

L'Amérique n'a pas gagné par la force, elle a acheté des traîtres – et l'histoire ne pardonne pas les imposteurs.

https://x.com/camille_moscow/status/2008505163753885879

- Explosif : un officier vénézuélien révèle l'ordre secret qui a permis la capture de Maduro par les usa !

Le lieutenant-colonel Edgar Alejandro Lugo Pereira, de la réserve active de l'armée vénézuélienne, balance tout : l'armée a reçu l'ordre exprès de ne pas intervenir lors de l'opération des forces spéciales américaines (Delta Force) qui ont capturé Nicolás Maduro et sa femme Cilia Flores à Caracas.

Pourquoi cette passivité ? Pour éviter une invasion totale des États-Unis. Pereira explique :

« Nous avons les armes pour nous défendre, mais si nous avons attaqué des cibles US, nous aurions subi une attaque militaire massive. »

Le Venezuela privilégie le dialogue. » Résultat : l'opération « *Absolute Resolve* » a réussi sans résistance vénézuélienne notable

Seuls des Cubains de la sécurité de Maduro (32 tués) ont combattu.

Des agents locaux et des capacités satellites US ont facilité le raid nocturne, avec frappes préalables neutralisant défenses russes (S-300) et chinoises.

https://x.com/camille_moscow/status/2008687181066285459

"Aucun agent extérieur ne gouverne le Venezuela": la présidente par intérim répond à Donald Trump - TV janvier 2026

« Aucun agent extérieur ne gouverne le Venezuela », a lancé ce mardi 6 janvier sa présidente par intérim, au premier jour de son mandat après l'enlèvement du chef de l'État Nicolás Maduro à Caracas sur ordre de Donald Trump, qui assure que les autorités vénézuéliennes vont remettre des dizaines de millions de barils de pétrole aux États-Unis.

"Le gouvernement du Venezuela dirige notre pays, personne d'autre", a assuré la vice-présidente, propulsée présidente par intérim, en réponse aux déclarations des derniers jours de Donald Trump, qui a affirmé que Washington était *"aux commandes"* et que Delcy Rodriguez *"paierait plus cher que Maduro" si elle ne faisait pas "ce qu'il faut"*.

Toutefois, à peine quelques heures après les propos de Delcy Rodriguez, Donald Trump a rajouté une couche: *"Je suis ravi d'annoncer que les autorités par intérim du Venezuela vont remettre aux États-Unis entre 30 et 50 millions de barils de pétrole sous sanction et de haute qualité"*.

"Ce pétrole sera vendu au prix du marché et l'argent sera contrôlé par moi, président des États-Unis, pour garantir qu'il soit utilisé au profit des peuples du Venezuela et des États-Unis", a-t-il certifié après avoir ouvertement admis convoiter les vastes ressources pétrolières du Venezuela, les premières réserves de brut prouvées de la planète. Le pays sud-américain en tire sa principale source de revenus.

Delcy Rodriguez a montré ses priorités économiques en nommant un technocrate ex-directeur de la Banque centrale et ancien pétrolier, Calixto Ortega Sanchez, nouveau vice-président chargé du

secteur économique. Elle a aussi décrété sept jours de deuil national en hommage aux victimes de l'opération américaine éclair qui a fait 55 morts au sein des forces vénézuéliennes et cubaines dans la nuit de vendredi à samedi.

La veille, la dirigeante de 56 ans avait prêté serment devant le Parlement, prenant la tête d'un gouvernement qui compte toujours dans ses rangs le ministre de l'Intérieur et tenant d'une ligne dure, Diosdado Cabello, ainsi que le ministre de la Défense Vladimir Padrino Lopez.

Maria Corina Machado, la cheffe de l'opposition vénézuélienne et lauréate du prix Nobel de la paix 2025, a affirmé lundi prévoir de retourner "*le plus vite possible*" au Venezuela. Le président américain l'a disqualifiée samedi pour prendre la tête du pays.

A lire :

Julian Assange porte plainte contre la Fondation Nobel pour son prix à la putschiste d'extrême droite du Venezuela, Maria Corina Machado.

<https://venezuelainfos.wordpress.com/2025/12/17/julian-assange-porte-plainte-contre-la-fondation-nobel-pour-son-prix-a-la-putschiste-dextreme-droite-du-venezuela-maria-corina-machado/>

Venezuela : Washington entend prendre le contrôle illimité des ventes de pétrole - RT 7 janv. 2026

Les États-Unis prévoient de prendre le contrôle illimité de la vente sur le marché mondial de tout le pétrole provenant du Venezuela, a déclaré le ministre américain de l'Énergie, Chris Wright. Il a précisé que les États-Unis commenceraient par vendre les réserves de pétrole brut stockées dans les entrepôts du pays latino-américain.

Chris Wright a indiqué qu'il menait des négociations avec des compagnies pétrolières américaines au sujet de leurs activités au Venezuela. D'après ses mots, l'arrivée des compagnies américaines pourrait permettre d'augmenter la production de pétrole de plusieurs centaines de milliers de barils par jour, alors que la république produit actuellement 900 000 barils par jour.

Le ministre américain de l'Énergie a ajouté que les États-Unis avaient l'intention d'investir dans le développement du secteur pétrolier vénézuélien, notant que cela apporterait « d'énormes avantages » au pays latino-américain.

Cependant, *Politico* a révélé que le véritable objectif des États-Unis n'était pas d'aider, mais de prendre le contrôle total du pétrole vénézuélien, en imposant leurs conditions : les compagnies pétrolières occidentales ne pourront revenir qu'en échange d'investissements massifs, et sous la domination américaine.

Politico a qualifié cette stratégie de recolonisation économique : le Venezuela, privé de toute souveraineté, se voit imposer des entreprises étrangères, un agenda étranger et des intérêts qui ne lui appartiennent pas.

Lu.

Larry C. Johnson: Maduro's Kidnapping Could Trigger a Massive US Backlash

<https://www.youtube.com/watch?v=ON1IUbiP29s>

L'analyse, en vrac, de Larry Johnson : « *Il s'agissait d'une opération bien préparée poursuivant plusieurs objectifs, notamment celui d'empêcher la mise en œuvre de l'accord économique signé la semaine précédente entre le Venezuela et la Chine, accord en vertu duquel le Venezuela vendrait son pétrole à la Chine via un système de troc et en monnaies locales plutôt qu'en dollars.*

L'objectif de cette opération est de contrer la Russie, la Chine et l'Iran, qui est la cible principale.

Les détails de l'opération d'enlèvement de Maduro n'auraient aucun rapport avec le scénario décrit par Trump concernant l'héroïsme et la bravoure de l'unité d'opérations spéciales Delta Force. Une trentaine de gardes du corps cubains de Maduro auraient été éliminés avant le débarquement aéroporté de la Delta Force. Le président et son épouse qui étaient entourés de gardes privés vénézuéliens corrompus les auraient livrés à cette escouade américaine.

Le succès de l'opération reposait essentiellement sur la coopération de la vice-présidente Delcy Rodríguez et de ses relations avec certains responsables militaires vénézuéliens. Elle fut Ministre du pétrole avant sa nomination par Maduro et entretiendrait des liens étroits avec l'État du Qatar, lequel aurait joué un rôle déterminant dans l'obtention de sa coopération. La veille de l'enlèvement, elle se serait rendue à Moscou pour un voyage d'affaires non annoncé, avant de revenir après l'enlèvement de Maduro et prêter serment en tant que présidente. Le projet de l'administration américaine est de reconstruire l'infrastructure pétrolière du Venezuela, qui possède les plus importantes réserves mondiales de pétrole ; ce qui pourrait prendre un an, plus ou moins. Par conséquent, la suite dépend de la reprise de la production pétrolière vénézuélienne en quantités suffisantes capables de compenser la perte des marchés mondiaux en pétrole du Golfe et d'Arabie saoudite, étant donné qu'en cas de guerre américano-israélienne contre l'Iran, il fermerait le détroit d'Ormuz. Dans cet intervalle, la CIA et le Mossad travailleront à attiser les troubles internes en Iran par le biais de manifestations et d'assassinats, couplés à un blocus économique suffocant... selon le même plan mis en œuvre avec un succès total en Irak, en Syrie, au Soudan et en Libye.

En Bref, 2026 sera une année terrible pour le monde. »

France.

En famille avec le dictateur Trump. Côté pile, Macron...

Trump cite Macron : «Je serais heureux d'augmenter de 200 % le prix des médicaments... Donald, mais s'il te plaît n'en parles pas à la population» - RT 7 janv. 2026

« Donald, marché conclu. Je serais heureux d'augmenter de 200 % le prix des médicaments sur ordonnance. Je serais heureux de te faire cet honneur. Tout ce que tu veux, Donald, mais s'il te

plaît n'en parles pas à la population. S'il te plaît, Donald, je t'en supplie », c'est ainsi que Donald Trump a rapporté, lors d'une conférence de presse le 6 janvier, son échange avec Emmanuel Macron à propos d'une hausse des prix des médicaments en France.

Le sujet est d'autant plus sensible que la santé constitue déjà un point de tension majeur dans l'Hexagone. Toucher aux médicaments, c'est toucher à un pilier social, à la vie quotidienne des malades et leurs familles. Malgré la supplication d'Emmanuel Macron, ces échanges ont été rendus publics par Donald Trump au cours de son allocution devant le monde entier.

Ce dernier a également tourné en dérision la position initiale d'Emmanuel Macron, qu'il a décrite comme une succession de refus avant un revirement inévitable. Il a rapporté que le président français lui avait de prime abord répondu : « *Non, non, non. Je ne pourrai pas, Monsieur le Président, veuillez me pardonner* ».

D'après Trump, cette réaction n'avait toutefois rien d'exceptionnel car selon lui, au début tous les pays disaient la même chose. Certains dirigeants auraient été « *déterminés* », d'autres « *très gentils* », d'autres encore « *malpolis* », mais tous auraient commencé par opposer un refus catégorique. « *Et le fait est que vous pouvez prendre un Emmanuel, ajouter un Hans, ajouter un Ludwig, vous pouvez ajouter n'importe quel nom du calendrier, c'est la même chose. Leur réponse est : " Non, nous ne doublerons pas le prix de nos médicaments. Ni pour vous, ni pour personne d'autre ". J'ai dit : " Si, vous le ferez, à 100 % " »*, se jouant ainsi de l'Europe dans son ensemble.

Le président américain a ensuite ironisé sur la brièveté de cette opposition : « *Après en moyenne, je dirais 3,2 minutes, ils disaient tous : " Ce serait un honneur de quadrupler le prix de nos médicaments " »*.

En décembre dernier, le président américain Donald Trump avait déjà affirmé avoir contraint son homologue français Emmanuel Macron à accepter une hausse des prix des médicaments, en brandissant la menace d'imposer des droits de douane de 25 % sur les importations françaises vers les États-Unis.

... côté face, Mathilde Panot.

"Je ne veux pas répondre": Mathilde Panot refuse de qualifier Nicolás Maduro de dictateur - BFMTV 6 janvier 2026

Invitée du Face-à-Face sur BFM-RMC, ce mardi 6 janvier, Mathilde Panot a refusé de se prononcer sur le fait de qualifier ou non, le président vénézuélien Nicolás Maduro de "dictateur".

"Je n'ai pas envie de répondre à cette question", a lancé la présidente du groupe La France Insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale, avant de surenchérir: "Si c'est la question des dictateurs, pourquoi est-ce que les États-Unis n'interviennent pas en Arabie Saoudite ou autres?".

"Je ne répondrai pas à cette question et je vais vous expliquer pourquoi. Nous ne prenons pas comme modèle, et d'ailleurs, nous ne prenons aucun modèle extérieur puisque nous inventons nous-mêmes notre propre manière de fonctionner à la France insoumise", a-t-elle justifié.

Esquivant une nouvelle fois la question sur le fait de savoir si elle qualifie ou non le régime de Nicolás Maduro de "dictature", Mathilde Panot se défend. "Je ne veux pas répondre aujourd'hui à cette question, parce que la question n'est pas la qualification du régime. Parce que si vous

commencez à mettre le doigt sur la qualification du régime, à ce moment-là, vous justifiez, vous légitimez ce qui est fait comme violation du droit international", insiste la députée insoumise.
BFMTV 6 janvier 2026

Vendue, lâche !

Elle n'est même pas foutue de donner les bonnes réponses, honte à elle !

Aux journalistes de merde de BFMTV j'aurais répondu :

Qui agresse qui, répondez à cette question et vous saurez qui est le dictateur : Trump. Prenez tous les pays en guerre avec les Etats-Unis depuis 1945, tous ont été agressés par les Etats-Unis.

Ukraine.

Guerre en Ukraine : Paris, Londres et Kiev signent une déclaration d'intention sur le déploiement d'une force multinationale après un cessez-le-feu - franceinfo.fr 6 janvier 2026

Les alliés de l'Ukraine se sont réunis mardi dans la capitale française pour afficher un front uni face à la Russie.

Emmanuel Macron, le Premier ministre britannique Keir Starmer et Volodymyr Zelensky ont signé, mardi 6 janvier, une déclaration d'intention sur le déploiement d'une force multinationale après un cessez-le-feu en Ukraine, perspective qui reste néanmoins lointaine. Cette force, à l'étude depuis plusieurs mois, doit *"apporter une forme de réassurance le jour d'après le cessez-le-feu"*, a déclaré le chef de l'Etat français, à l'issue d'une réunion des alliés de Kiev, réunis à Paris pour afficher un front uni face à Moscou, près de quatre ans après le début de l'invasion russe.

Dans un entretien exclusif accordé à France 2, Emmanuel Macron a précisé que l'armée française prendra part aux opérations de contrôle de la frontière russo-ukrainienne, le jour d'après la paix. *"Nous participerons à la régénération de l'armée ukrainienne", a-t-il déclaré. Le chef de l'Etat français a évoqué le potentiel envoi de "plusieurs milliers d'hommes, (...) dans le cadre de nos opérations extérieures". "Ce ne sont pas des forces qu'on engage au combat", a-t-il assuré.*

La Première ministre italienne, Giorgia Meloni, a de son côté rappelé dans un communiqué son refus d'envoyer des troupes au sol en Ukraine, tandis que l'Allemagne, par la voix de son chancelier Friedrich Merz, a dit qu'elle pourrait envoyer des forces, mais uniquement sur le territoire d'un pays de l'Otan voisin de l'Ukraine.

Burkina Faso.

Burkina Faso : le gouvernement affirme avoir déjoué une tentative de déstabilisation impliquant l'ex-président Damiba – RT 7 janv. 2026

Le Burkina Faso aurait échappé de justesse à une nouvelle tentative de déstabilisation. Dans une déclaration officielle diffusée par la télévision publique, le ministre de la Sécurité, Mahamadou

Sana, a révélé le 6 janvier l'existence d'un projet de putsch qui devait être exécuté le 3 janvier aux alentours de 23 heures. Selon lui, cette opération visait directement les plus hautes autorités civiles et militaires du pays, à commencer par le chef de l'État, le capitaine Ibrahim Traoré.

Rendant d'abord hommage aux forces de défense et de sécurité, aux volontaires pour la défense de la patrie et aux populations qu'il a qualifiées de « *résilientes et patriotes* », le ministre a salué le rôle déterminant des services de renseignement. « *Grâce à leur professionnalisme, le Burkina Faso a déjoué pour la énième fois des tentatives de déstabilisation* », a-t-il affirmé.

Dans le détail, Mahamadou Sana a expliqué que le plan prévoyait « *une série d'assassinats ciblés* » de responsables civils et militaires. La neutralisation du président du Faso devait intervenir soit lors d'un déplacement à Boutortin, soit par une action visant son domicile. Après cette première phase, les auteurs du projet comptaient mettre hors service la base de drones avant une intervention terrestre de forces extérieures.

Pour des raisons de confidentialité et afin de ne pas compromettre les enquêtes en cours, le ministre a indiqué que l'identité de l'ensemble des personnes impliquées ne serait pas dévoilée à ce stade. Il a néanmoins désigné « *l'acteur principal* » de ce complot : l'ancien chef de l'État, le lieutenant-colonel Paul-Henri Damiba, renversé en 2022 et actuellement réfugié au Togo.

Selon les autorités, Paul-Henri Damiba aurait eu pour mission de concevoir et planifier les actions, de mobiliser les financements, mais aussi de recruter à la fois des civils et des militaires. Les militaires devaient constituer des groupes opérationnels, tandis que les civils étaient chargés de mobiliser des soutiens afin d'accompagner l'action militaire après son déclenchement.

Des financements venus de l'extérieur

Le ministre de la Sécurité a également insisté sur l'origine des fonds ayant servi à préparer cette tentative de déstabilisation. « *Une bonne partie du financement provient de la Côte d'Ivoire* », a-t-il déclaré, précisant que la dernière opération financière identifiée s'élevait à 70 millions de francs CFA. Ces éléments, a-t-il assuré, feront l'objet d'un traitement judiciaire.

Les interpellations et le démantèlement des réseaux se poursuivent, a ajouté Mahamadou Sana, annonçant que des vidéos d'aveux issues des auditions de certains acteurs clés seront mises à la disposition des médias. Toutes les personnes impliquées seront, selon lui, présentées devant le procureur du Faso et poursuivies « *avec toute la rigueur de la loi* ».

Appel au calme et à la vigilance

S'adressant à la population, le ministre a tenu à rassurer : « *La situation est sous contrôle.* » Il a appelé les Burkinabè à rester sereins, tout en renforçant la vigilance citoyenne. Il a notamment mis en garde contre les risques d'instrumentalisation de civils « *utilisés naïvement* » pour des tâches logistiques ou la transmission de messages.

Enfin, Mahamadou Sana a lancé un appel à l'unité nationale et à la cohésion sociale, exhortant les populations à faire preuve de discernement dans leurs activités quotidiennes et à dénoncer tout comportement suspect. Un message qui s'inscrit dans un contexte sécuritaire tendu, où les autorités de transition affirment faire face à des menaces internes et externes persistantes contre la stabilité du pays.

Vidéo. Burkina Faso : Le Complot de Minuit Déjoué

<https://www.youtube.com/watch?v=MBJPapsDKBA>

Dans la nuit du 3 au 4 janvier 2026, le Burkina Faso a frôlé un basculement politique majeur.

Alors que des rumeurs de coup d'État se propageaient sur les réseaux sociaux, les services de renseignement et les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ont neutralisé une tentative de déstabilisation de grande ampleur, impliquant des arrestations ciblées, des interceptions de communications et des mouvements suspects aux frontières.

Dans cette vidéo, Afrimotiv propose une enquête approfondie et chronologique, heure par heure, sur ce que les autorités qualifient de « complot de minuit ».

République centrafricaine

République centrafricaine : Touadéra réélu avec plus de 76% des voix - RT 6 janv. 2026

Le président sortant de la République centrafricaine, Faustin-Archange Touadéra, remporte le scrutin présidentiel du 28 décembre, a annoncé l'Autorité nationale des élections. Il a obtenu 76,15% des voix, avec un taux de participation de 52,42%.

Chine.

Une percée agricole : la Chine met au point un riz hybride capable de se reproduire à l'identique - RT 7 janv. 2026

Des chercheurs chinois ont mis au point une nouvelle forme de riz hybride capable de se reproduire fidèlement d'une génération à l'autre, rapporte le South China Morning Post. Concrètement, les graines produites donnent naissance à des plants identiques à la plante mère, sans perte de qualité ni de rendement.

Aujourd'hui, le riz hybride est connu pour produire davantage que le riz classique. Dans certaines régions, notamment en Afrique, ses récoltes peuvent être nettement supérieures. Mais il présente un problème majeur : les graines issues de la récolte ne conservent pas leurs qualités. Les agriculteurs doivent donc racheter des semences chaque année, souvent à un prix très élevé.

Cette contrainte limite fortement l'utilisation du riz hybride, en particulier dans les régions pauvres, alors même que des centaines de millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire.

L'équipe dirigée par Wang Kejian, chercheur à l'Institut national de recherche sur le riz en Chine, a trouvé une solution. Il a réussi à développer un riz hybride dont les graines se forment sans fécondation : chaque graine est une copie fidèle de la plante d'origine et conserve ses performances élevées.

Grâce à cette méthode, le nouveau riz pourrait être replanté année après année sans perte de rendement. Les coûts de production des semences chuteraient drastiquement : là où les graines hybrides peuvent coûter des dizaines, voire des centaines de yuans par kilogramme, ce nouveau riz pourrait être vendu à un prix proche de celui du riz ordinaire.

Les chercheurs ont développé plusieurs variétés de ce riz « *auto-reproductible* ». Les essais menés sur plusieurs générations montrent des résultats stables : les plantes restent identiques, productives et adaptées à différentes conditions de culture. Certaines variétés atteignent un niveau de récolte comparable à celui des meilleurs riz hybrides actuels.

Selon les chercheurs, cette avancée pourrait transformer l'agriculture mondiale. Si ce riz devenait largement accessible, il permettrait aux agriculteurs de produire davantage à moindre coût. À grande échelle, cela pourrait même conduire à un doublement de la production mondiale de riz.

J-C – On souhaiterait que les hommes cessent d'être « *auto-reproductibles* », car ils sont trop nombreux sur Terre, saut pour ceux qui ont une vision étriquée ou rétrécie du monde...